



Lusaka, Zambie - Une coalition d'organisations de la société civile basée en Afrique du Sud a demandé ce vendredi aux forces de sécurité et aux fonctionnaires en grève de faire preuve de retenue sous peine d'aviver la crise humanitaire. La coalition estime que les autorités du Botswana doivent en lieu et place tenir compte de l'appel du centre botswanais des droits de l'homme demandant au président Seretse Khama de négocier une issue pacifique au mouvement de protestation emmené par les syndicats, qui paralyserait le service public depuis six semaines. Le groupe a également demandé la libération immédiate de tous les enfants détenus par la police d'Etat du Botswana.

Selon les médias, plus de 100.000 fonctionnaires, dont environ 1.500 considérés comme des travailleurs essentiels, sont en grève depuis le 18 avril pour exiger une hausse de 16 pour cent des salaires.

L'organisation de la société civile botswanaise a fait savoir à ses partenaires sud-africains que les protestations devenaient de plus en plus violentes car les forces de sécurité cherchent à la faire taire 'par tous les moyens possibles'.

'Dans un contexte de mouvement civique sur le continent, la situation au Botswana risque de s'embraser et de se transformer en crise sévère', a averti Watson Hamunakwadi de Global Call to Action against Poverty (GCAP)-Afrique du Sud dans un communiqué publié par l'Alliance mondiale pour la participation citoyenne (CIVICUS).

'Le gouvernement du Botswana et le président Seretse Khama doivent faire preuve d'un leadership basé sur des principes et jouer un rôle crucial dans le règlement de la crise en impliquant les responsables syndicaux, les organisations d'étudiants et les ministères concernés en vue de trouver une solution acceptable', estime Phelisa Nkomo, responsable programme chez Black Sash.

Le Parlement botswanais aurait offert en avril une hausse de 5 pour cent des salaires, une décision rejetée par le syndicat qui s'est cantonné à son exigence d'une hausse de 16 pour cent des salaires, au motif que cette hausse était nécessaire face à l'envolée des prix des denrées.

Au début de ce mois, le président Khama a réduit le chiffre à 3 pour cent, invoquant la situation économique du pays qui se remet d'une récession.

D'après Netsanet Belay, directeur de recherche à CIVICUS, la coalition a condamné l'usage de la violence par les autorités et a exhorté les deux parties à étudier un règlement pacifique du conflit qui a entraîné la fermeture de plusieurs écoles, centres de santé et hôpitaux à Gaborone la capitale.

Les membres de la coalition sud-africaine ont également exprimé leur totale solidarité avec la société civile botswanaise qui exerce son droit à la protestation.

Pana 28/05/2011